



Paris le 8 octobre 2020

VEOLIA SUEZ : A QUEL JEU JOUE LE GOUVERNEMENT ?

Depuis plusieurs semaines, Véolia, entreprise multinationale spécialisée dans la gestion de l'eau, tente de s'emparer de Suez qui a également un secteur important dans ce domaine.

Hier, un nouveau pas a été franchi puisque le conseil d'administration d'Engie, l'actionnaire principal de Suez, a décidé d'apporter ses droits de vote à Véolia et ce malgré l'opposition affichée du gouvernement qui a voté contre par l'intermédiaire de ses trois représentants.

Cette décision surprenante, car l'intérêt de Suez n'est pas une fusion-absorption par Véolia, a été rendue possible par le départ des administrateurs CFDT qui n'ont pas pris part au vote.

Or, selon des journalistes, ce retrait des administrateurs CFDT aurait en fait été téléguidé par le gouvernement et le secrétaire général de l'Elysée.

Malgré le démenti du gouvernement, on peut s'interroger sur ce que veut réellement la puissance publique en rappelant que l'offre de Véolia si elle était menée à terme aurait pour conséquence des suppressions d'emplois et vraisemblablement le démantèlement au moins en partie de Suez qui serait contrainte de céder une partie de ses activités.

En outre, cela créerait un monopole de fait imposé aux collectivités locales qui n'ont pas fait le choix d'une gestion publique de l'eau.

République et Socialisme rappelle que l'eau est un bien commun qui devrait à ce titre échapper à l'appétit des multinationales privées et être gérée par un service public national de l'eau avec une gestion rattachée à un ministère pour l'expertise et le conseil et des structures décentralisées pour la production, la distribution et la gestion.

Contact presse : Alexis Martinez 06 87 58 14 43

Contact : contact@republiqueetsocialisme.fr

www.facebook.com/republique.socialisme

<https://twitter.com/RepetSoc>

République et Socialisme 44bis rue Philippe de Girard 75018 Paris